

Colle d'actualité : Le Liban, une sortie de crise impossible ?

Anne-May Dauriac, Clotilde Gay, Laura Scotto

Autrefois surnommé « la Suisse du Moyen-Orient », le Liban, État du Proche-Orient connaît ~~depuis 2 ans~~ aujourd'hui une crise aux conséquences incommensurables. ~~Dès lors~~ Le pays est **en effet** ravagé par une crise économique historique (**qualifiée par la Banque mondiale de pire au monde depuis l'époque moderne**), aggravée par l'explosion du 4 août 2020 sur le port de Beyrouth. Le pays est également affecté par toutes les crises du Moyen-Orient : les conflits israélo-palestinien, syrien et irano-soudien.

Avec 55 millions d'habitants en 2021, le Liban regroupe 18 communautés confessionnelles formant ainsi une mosaïque religieuse unique au Moyen Orient. 4 communautés religieuses y restent majoritaires : les Chiites, les Sunnites, les Maronites et les Druzes.

La caractéristique particulière du Liban est de posséder un système politique dans lequel chaque principale communauté religieuse est représentée. Le Liban est, en effet, une république démocratique parlementaire semi-présidentielle s'inscrivant dans le cadre du confessionnalisme : les postes politiques sont proportionnellement réservés aux représentants de certaines communautés religieuses : aux chrétiens maronites revient la présidence de la République ainsi que le commandement de l'armée ; aux musulmans sunnites le poste de premier Ministre ; et aux Chiites, la présidence de l'Assemblée nationale. **Cette organisation originale, qui a pu fonctionner dans le passé, complique aujourd'hui les accords entre les partis politiques et conduit à un blocage des institutions : le Liban n'a plus de gouvernement depuis huit mois, plus de président depuis trois mois.**

Nous répondrons à la problématique : Le Liban : une sortie de crise impossible ?

I — une crise économique gravissime

II — ... doublée d'une crise politique

III — de rares motifs d'espoir...

Pourquoi la crise libanaise paraît-elle sans issue ?

Le Liban connaît une crise économique gravissime, doublée d'une crise politique, et les motifs d'espoir sont rares.

- I. Une crise économique gravissime...
 - a. une crise économique qui touche l'ensemble de la société

La crise du Covid-19 a accéléré la dégradation de la situation socio-économique du Liban. En effet, le revenu minimum des Libanais a été divisé par quatre depuis 2019, ~~par ailleurs,~~ **et l'inflation galopante** : un billet de 100 000 livres valait 60€ avant la crise, aujourd'hui il ne vaut que 2€. Ainsi, la monnaie locale a perdu environ 95% de sa valeur et plus de 80% des Libanais vivent sous le seuil de pauvreté. Le Liban est principalement une économie de services, et donc très peu industrialisé, la plupart des produits de première nécessité doivent être importés, en dollar ou en euro. De plus, le Liban doit faire face à un surendettement historique (qui avoisine maintenant les 170%).

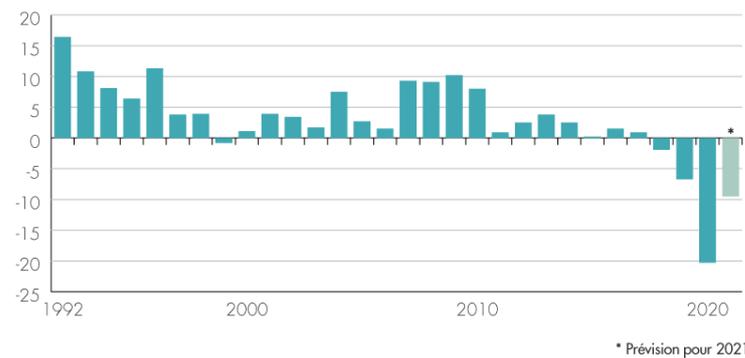
- b. comment peut-on expliquer cela ?

Les causes de cette crise économique sont historiques et nombreuses. Tout d'abord, le Liban est endetté depuis la guerre civile (1975 à 1990). Par ailleurs, selon les Nations Unis un tiers de la population dépend désormais de l'aide humanitaire pour survivre. Cependant cette aide financière est conditionnée à une réforme du gouvernement, que ce dernier a décidé de ne pas faire, les aides financières ont donc été suspendues. De plus, la perte de confiance dans la livre libanaise et une fuite vers une monnaie plus sûre et stable, comme le dollar, a participé à la dépréciation de la livre libanaise. Enfin, le climat des affaires est assez mauvais : d'après l'enquête *Doing Business* menée par la Banque mondiale, le Liban se classe en 143^e position (sur 190).

La crise économique est empirée par la crise politique du pays. Par exemple, le FMI a promis une aide financière pour aider le Liban mais à condition qu'un gouvernement stable se forme.

ÉVOLUTION DU PIB RÉEL LIBANAIS

EN %



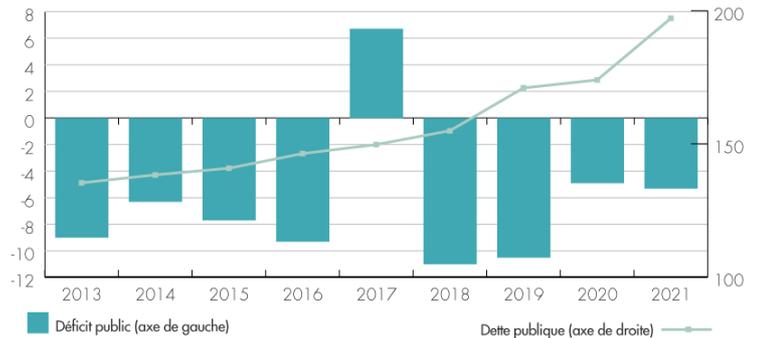
* Prévission pour 2021

Source : lafinancepourtous.com d'après Banque mondiale



ÉVOLUTION DES FINANCES PUBLIQUES LIBANAISES

EN % DU PIB



Source : lafinancepourtous.com d'après Banque mondiale



II. Doublée d'une crise politique...

a) un blocage politique total

Le Liban est aux prises d'un blocage politique total : le pays n'a plus de président depuis octobre 2022 et les gouvernements se succèdent sans fonctionner depuis l'été 2020. **A l'Assemblée, et malgré déjà plus d'une dizaine de sessions**, les partis politiques n'arrivent pas à se mettre d'accord pour élire un nouveau président. Une situation qui n'est pas inédite car en 2016 déjà il avait fallu deux ans et demi pour qu'ils parviennent à se mettre d'accord sur le nom de l'ancien président Michel Aoun. **Ce blocage politique s'explique par la répartition du pouvoir libanais. En effet depuis l'indépendance en 1943 du Liban, le système politique est basé sur un pacte communautaire divisant le pouvoir en 3 : la présidence de la République revient aux chrétiens maronites, la présidence du conseil des ministres aux musulmans sunnites et la présidence du Parlement aux musulmans chiïtes.** (tt ceci a déjà été dit en intro).

Dans le contexte de crises qui est celui du Proche-Orient actuel, avec exacerbation des tensions entre chiïtes et sunnites, le Pacte national islamo-chrétien, qui a autrefois permis au Liban de vivre ds une certaine harmonie, ne fonctionne plus.

b) Négligence et corruption

Au-delà du blocage politique, le pouvoir **politique** est tellement corrompu que des réformes ne semblent pas dans leur intérêt. En effet, selon un classement de l'indice de perception de la corruption établi par l'ONG Transparency International, le Liban se classe au 149e sur 180.

Le cas de Riad Salamé, 72 ans, gouverneur de la Banque du Liban, est un bon exemple. Le patrimoine de ce grand argentier libanais est au cœur d'enquêtes ouvertes dans au moins six pays européens. L'homme est notamment soupçonné d'avoir détourné plus de 330 millions de dollars de commissions sur la vente de titres financiers de la BDL entre 2002 et 2015.

c) La menace du poids croissant du Hezbollah

Le Hezbollah, parti politique existant depuis 1982 et représentant la minorité chiïte, occupe de plus en plus de place au Liban. En réalité, bien plus qu'un simple parti politique, le Hezbollah est aussi une milice armée comptant 25 000 combattants, mieux équipés que l'armée libanaise. Il s'agit véritablement d'un État dans l'État qui dispense des aides sociales, des services de santé et d'éducation... Ainsi, il est critiqué pour sa "mainmise" sur la politique et la justice du pays mais aussi pour sa proximité avec l'Iran. Certains comme l'ancien premier ministre Saad Hariri, considèrent le Hezbollah comme le bras armé de l'Iran, permettant ainsi une ingérence iranienne dans les affaires libanaises.

III. De rares motifs d'espoir...

a) un renouveau politique

Les élections législatives libanaises de 2022 se sont déroulées le 15 mai 2022 afin de renouveler les 128 membres de la Chambre des députés du Liban pour un mandat de quatre ans. À l'issue de ces élections 13 nouveaux députés du mouvement social de 2019 ont été élus. Pour rappel, les manifestations de 2019 revendiquaient avant tout la fin du système politique libanais fondé sur le confessionnalisme. C'est également la première fois que le Hezbollah, parti politique chiite pro-iranien et ses alliés n'ont pas obtenu la majorité.

b) une société civile active qui réclame des changements

De nombreuses manifestations et mobilisations de la jeunesse sont organisées par la population libanaise dans l'espoir de faire changer la situation de leur pays. Des députés sont également soucieux de l'avenir de leur pays. Ainsi pour forcer l'élection d'un président, quelques élus issus du mouvement de contestation contre la classe politique ont tenu un sit-in à l'intérieur de l'hémicycle pour réclamer une séance ouverte du Parlement pour élire un chef de l'État, dont le poste est vacant depuis près de trois mois. Ces différents mouvements contestataires témoignent de l'implication des Libanais pour que des réformes soient prises.

Enfin, la reprise en janvier 2023 de l'enquête sur l'explosion au port de Beyrouth en 2020 par le juge libanais Bitar est un véritable motif d'espoir pour le Liban qui souhaite en finir avec son système politique corrompu. Avant la suspension de l'enquête en décembre 2021 le juge Bitar avait voulu interroger Ibrahim et Saliba, alors que plusieurs responsables politiques et de la sécurité étaient soupçonnés d'être au courant de la présence du nitrate d'ammonium et ses dangers. Ainsi, son enquête avait été bloquée pendant près de 13 mois, par une série de poursuites lancées contre lui par des responsables politiques et par une campagne dirigée par le puissant Hezbollah pro-iranien, force politique dominante au Liban.

CONCLUSION :

Le Liban semble être dans une situation inextricable, une réforme **du gouvernement des institutions** est nécessaire pour tenter de résoudre la crise socio-**politico**-économique libanaise. Le réveil de la société civile semble par ailleurs être porteur d'espoir, 13 députés provenant du mouvement social de 2019 ont été élu lors des élections législatives de mai 2022.

La situation libanaise est de plus en plus médiatisée : **en France**, le Goncourt des lycéens 2022 a été attribué à Sabyl Ghossoub pour son roman Beyrouth-sur-Seine. Le chroniqueur et journaliste franco-libanais propose une réflexion sur la famille et l'immigration, en questionnant ses parents venus s'installer en 1975 à Paris alors que la guerre va ravager leur pays.

SOURCES :

Au Liban, l'une des plus graves crises économiques mondiales jamais enregistrées - La finance pour tous
Liban : un État sous tension | vie-publique.fr

© ARTE *Le dessous des cartes* - Histoire du Liban - Bing video

Liban : l'espoir d'un renouveau ? - *Le Dessous des cartes - L'Essentiel* | ARTE - 18 mai 2022

Gérard D. Khoury (écrivain et historien franco-libanais) : « Liban, naissance d'une nation », in *L'Histoire* n°327, janvier 2008.